Novembre Décembre 2023
N° 179 2 €

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

PAR NOS LUTTES, CHANGER DE BOUSSOLE !

Edito

Le 16 octobre 2023, alors que les civils de Gaza meurent par milliers sous les bombes israéliennes, Emmanuel Macron refuse de voter une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU demandant un cessez-le-feu humanitaire, confirmant ainsi le « *soutien inconditionnel* » de la France à Israël, exprimé au lendemain du 7 octobre ; trois semaines plus tard, à la BBC, le même Macron appelle l'Etat hébreu à « *ne plus tuer des civils à Gaza* », et le 2 décembre, à Dubaï, il hausse le ton, allant jusqu'à critiquer la stratégie de destruction massive et permanente menée par le gouvernement Netanyahou, et demandant de « *redoubler d'efforts pour parvenir à un cessez-le-feu durable* ».

Comment expliquer cet apparent revirement du Président français ?

Aurait-il un problème de boussole dans sa politique extérieure ? À cette question, le PCRF répond qu'au contraire, la boussole de l'Etat français, à travers la voix y compris changeante de son représentant Macron, indique invariablement la même direction : celle des intérêts de ses monopoles et de son oligarchie financière.
En effet, pour ne pas se laisser déstabiliser par les « en même temps » et les changements de cap pratiqués par le gouvernement Borne-Macron, les communistes que nous sommes fondent leur analyse politique sur l'examen concret et approfondi des conditions économiques objectives dans lesquelles telle ou telle position est prise : où sont, que font, que cherchent les entreprises françaises, selon quel mode de production, avec quelles forces productives, dans quels buts à court et à long termes… ? Autant de recherches qui permettent de mieux comprendre la cohérence des politiques menées par notre impérialisme, à l'international comme au niveau national.

Ainsi, par exemple, pour revenir aux déclarations de Macron sur la situation à Gaza, une étude des monopoles et capitaux en présence explique le double discours tenu : la France a à la fois des entreprises en Israël et des contrats nombreux avec des pays du Proche-Orient (voir notre article à ce sujet en page 12), d'où sa crainte relative d'un conflit durable, voire élargi à la région, qui pourrait nuire à certains profits réalisés dans ladite région.

Au niveau national

En politique intérieure, une même étude rigoureuse des composantes du capitalisme français nous conduit au même constat : toutes les réformes et décisions du gouvernement macronien (réforme des retraites, assurance-chômage, budget 2024, remplacement de la Sécu par une politique d'assurance et aide ciblée, etc.) sont là pour dégager une marge à ces politiques en faveur des monopoles français, afin de rattraper le retard relatif de la France en matière de « performance économique », c'est-à-dire d'exploitation réussie de la classe ouvrière.

De ce point de vue, Macron peut recevoir les compliments de sa classe, puisque, selon l'étude de l'agence BCG, tous critères confondus, en termes de compétitivité au sein de l'Europe de l'Ouest, la France prend la première place, qui était celle de l'Allemagne en 2018 avant la pandémie. Il apparaît clairement que la France a tiré profit de la crise liée au Covid, aux



confinements, aux chutes de croissance, aux batailles commerciales et à la guerre en Ukraine. Les réformes imposées depuis 2017 par les gouvernements successifs de la Macronie et les orientations budgétaires « adoptées » à coups de 49.3 (le 20ème utilisé le 1er décembre par E. Borne pour le Budget de la Sécu…) ont su rassurer les marchés financiers, comme le prouve la note de « AA » maintenue le 1er décembre par l'agence de notation américaine S&P Global.

Un « *en même temps* » qui ne trompe pas...

Bien sûr, cette « réussite » ne peut pas dissimuler l'aggravation des conditions de vie des masses populaires, les chiffres de l'INSEE étant on ne peut plus clairs, par exemple sur le taux de pauvreté (9 millions de personnes en situation de privation matérielle et sociale en 2022, soit 14% de la population, en hausse de 2 points par rapport à 2020) ou le nombre de sans-abri, qui a doublé entre 2012 et 2022.
Là encore, le gouvernement répond aux problèmes sociaux par un habile « en même temps » significatif des ressorts de la « démocratie bourgeoise » : d'un côté le discours réactionnaire classique et des tendances fascisantes si nécessaire (Projet de loi Immigration, interdictions de manifester, répression de la jeunesse des quartiers, criminalisation du mouvement syndical, etc.) ; de l'autre, un volet d'affichage populaire et démagogique, dont le caractère dérisoire, voire mensonger, est rapidement démontré (par exemple les miettes de primes distribuées à la place des hausses de salaires demandées, ou les créations d'emplois dans l'Education nationale, qui cachent en fait 2000 suppressions de postes d'enseignants dans les classes…). La « démocratie bourgeoise » reste bien le meilleur moyen de duper les masses…

Mais l'abondance des luttes actuelles, parfois victorieuses, et les capacités de mobilisation montrées en 2023, révèlent que les travailleuses et travailleurs ne se laissent pas si facilement duper, et qu'ils pourraient bien dérègler définitivement la boussole de leurs gouvernants, si s'ouvre pour eux une autre perspective économique et sociale, libérée du carcan capitaliste et impérialiste.

SOMMAIRE

P. 2 et 3 : Luttes
P. 4 : Budget 2024
P. 5 : Positions et politique des monopoles français
P. 6 : Projet de loi Immigration
P. 7 à 10 : Encart spécial « Internationalisme communiste »
P. 11 : Confusion...
P. 12 et 13 : Palestine
P. 14 : Arménie-Azerbaïdjan
P. 15 : Campagne pour la Paix
P. 16 : Restauration du capitalisme en URSS (5ème épisode)

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !